

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT.

GRENOBLE, LE

AFFAIRE SUIVIE PAR C VIANDE  
TEL. 04.76.60.48.54.

Dossier n° 29008

**ARRÊTE N° 2005-15889**

LE PREFET DE L'ISERE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

**VU** le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié ;

**VU** le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977, modifié, notamment l'article 18 ;

**VU** l'arrêté n°98-8366 du 1<sup>er</sup> décembre 1998, ayant prescrit à 41 établissements retenus dans le département de l'Isère, et notamment la Société RHODIA pour son établissement situé à ROUSSILLON, la réalisation d'une étude de sols ( diagnostic initial ) et d'une évaluation simplifiée des risques ( pour les sites en activité ) ;

**VU** l'arrêté N°99- 7528 en date du 15 octobre 1999, ayant réglementé les activités exercées par la Société ADISSEO SAS dans l'enceinte de son établissement situé sur le site de la plate-forme chimique de « Roussillon » , sur la commune de SALAISE-SUR-SANNE ;

**VU** le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, Inspecteur des Installations Classées, en date du 23 juin 2005, proposant d'imposer à cinq sociétés présentes sur la plate-forme chimique de « Roussillon », des prescriptions complémentaires relatives à la réalisation d'une étude complémentaire, suivie, si nécessaire, d'une étude détaillée des risques ;

**VU** la lettre, en date du 30 août 2005, invitant la Société ADISSEO à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 8 septembre 2005 ;

**VU** la lettre, en date du 16 septembre 2005, communiquant au requérant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

**VU** la réponse du pétitionnaire, en date du 6 décembre 2005, donnant son accord sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDERANT** que l'évaluation simplifiée des risques (ESR) réalisée par le Bureau d'Etudes ATE GEOCLEAN a mis en évidence différents impacts dans les eaux souterraines et qu'une meilleure connaissance de ces derniers s'avère nécessaire ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, de fixer à la Société ADISSEO des prescriptions complémentaires relatives à la réalisation d'une étude complémentaire suivie, le cas échéant, d'une étude détaillée des risques (EDR) au droit et à proximité du site chimique de Roussillon, afin de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** les engagements qui ont été pris par les Sociétés ADISSEO, TERIS, NOVAPEX, OSIRIS et RHODIA CHIMIE pour la réalisation d'investigations complémentaires et transmis à l'Inspecteur des Installations Classées ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** –La Société ADISSEO SAS,(siège social: 42,avenue Aristide Briand-92160 ANTONY) dont l'établissement a été autorisé par l'arrêté préfectoral n°99- 7529 du 15 octobre 1999 sur la commune de SALAISE-SUR-SANNE, est tenue de réaliser, sur le site chimique de « Roussillon », une étude complémentaire, et si nécessaire, une étude détaillée des risques (EDR),conformément au guide méthodologique (version 0 de juin 2000) élaboré par le Ministère de l'Environnement en matière de gestion des sites pollués.

### **ARTICLE 2 –OBJECTIFS DE L'ETUDE COMPLEMENTAIRE ET DE L'ETUDE DETAILLEE DES RISQUES**

Pour réaliser cette étude, la Société précitée devra s'attacher à recourir aux services d'un organisme dont le choix sera communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées. Le cahier des charges du diagnostic approfondi, et , si nécessaire, de l'EDR, sera également communiqué , pour information, à l'Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'Environnement.

L'étude devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants par rapport aux milieux eaux superficielles et souterraines , et ainsi de définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau de risque acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement.

### **ARTICLE-3 CONTENU DE L'ETUDE COMPLEMENTAIRE**

L'étude complémentaire comprendra notamment les points suivants :

- la description de l'établissement dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précise des sources de pollution,
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations,
- la description des campagnes d'échantillonnage et d'analyses

Chacun des exploitants détiendra un exemplaire de l'étude globale qu'il sera en mesure de présenter à l'Inspection des Installations Classées sur sa demande.

#### **ARTICLE-6 ECHEANCES**

Le respect des prescriptions ci-dessus devra être fait selon l'échéancier ci-après ::

--réalisation de l'étude complémentaire et transmission à l'Inspection des Installations Classées : **6 mois**

--réalisation, si nécessaire, de l'étude détaillée des risques et transmission à l'Inspecteur des Installations Classées : **12 mois** ;

Les échéances ci-dessus prennent effet à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE-7--FRAIS**

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 8**-L'inobservation des conditions prescrites par le présent arrêté pourra entraîner la mise en œuvre des sanctions administratives prévues par l'article L514-1 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 9** - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte des mairies de ROUSSILLON, LE PEAGE-DE-ROUSSILLON et de SALAISE-SUR-SANNE, pendant une durée minimum d'un mois.

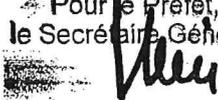
Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant. Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 10** – En application des dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 11** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 12** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, les Maires de ROUSSILLON, LE PEAGE-DE-ROUSSILLON et de SALAISE-SUR-SANNE et l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée..

FAIT à GRENOBLE, le **27 DEC. 2005**

LE PREFET  
 Pour le Préfet,  
 le Secrétaire Général  
  
**Dominique BLAIS**